

L'engagement des citoyens dans la politique étrangère canadienne : l'expérience du Sommet des Amériques, Québec, avril 2001

Marc Lortie and Sylvie Bédard

Volume 33, Number 2, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704411ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704411ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lortie, M. & Bédard, S. (2002). L'engagement des citoyens dans la politique étrangère canadienne : l'expérience du Sommet des Amériques, Québec, avril 2001. *Études internationales*, 33(2), 335–348. <https://doi.org/10.7202/704411ar>

L'engagement des citoyens dans la politique étrangère canadienne : l'expérience du Sommet des Amériques, Québec, avril 2001

Marc LORTIE et Sylvie BÉDARD*

La mondialisation n'est pas une option que l'on choisit parmi d'autres. Il s'agit d'une réalité qui s'impose quotidiennement dans la vie de tous les citoyens. Elle offre des opportunités pour les uns et pose des défis pour les autres. En soi, la mondialisation ne peut être tenue responsable de tous les maux de la planète pas plus qu'elle n'est une panacée aux problèmes qui l'affectent. La meilleure façon d'aborder ce phénomène demeure de le considérer comme une question à laquelle toutes les sociétés sont confrontées et qu'elles doivent gérer selon leurs priorités. L'impact de cette réalité sur la gouvernance est considérable.

Pour les pays de l'hémisphère, le Troisième Sommet des Amériques, qui a eu lieu à Québec en avril 2001, constitue une démarche collective qui vise à maximiser les bénéfices de la mondialisation et à relever les défis qui lui sont associés. L'objet de ce document est d'illustrer à quel point cette nouvelle réalité mondiale a eu une influence sur le processus du Sommet des Amériques, ainsi que sur les engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement des 34 pays démocratiques de l'hémisphère qui en font partie. Dans le cadre de ce Sommet, nous avons adopté une approche novatrice qui favorise une plus grande transparence, autant du processus que des discussions. Ceci nous a non seulement aidés à renforcer le Plan d'action qui a résulté du Sommet, mais aussi à accroître l'engagement des citoyens dans les affaires hémisphériques, notamment des Canadiens de divers secteurs.

La mondialisation est dominée par deux forces, soit l'internationalisation de l'économie et le développement des technologies des communications et de l'information, notamment de l'Internet.

* Respectivement sous-ministre adjoint, Amériques et directrice adjointe à la direction des Affaires interaméricaines du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Ottawa, Canada.

Les technologies des communications et de l'information

Aujourd'hui, l'Internet donne accès aux citoyens à un éventail presque infini d'informations. Ce médium leur permet de diffuser leurs impressions, opinions, préoccupations auprès de milliers de gens de divers horizons instantanément, par un simple clic. Par conséquent, une quantité jamais vue d'informations et d'idées circule, échappant pour la plupart au contrôle direct de l'État.

Ce phénomène a un impact direct sur la gouvernance. Il permet d'aller au-delà des restrictions à la liberté d'expression dans les régimes autoritaires. Il permet aux citoyens, notamment aux jeunes et aux organismes non gouvernementaux, de bâtir des liens de façon plus directe, au-delà des frontières, et de se mobiliser en grand nombre et en un temps record.

Le fait que tant d'informations soient disponibles instantanément fait en sorte que les populations sont plus sceptiques quand une information ne leur est pas accessible. Avec une aussi grande variété d'informations, les citoyens sont beaucoup moins enclins à faire confiance à l'information qu'ils reçoivent des gouvernements. Ils ont donc tendance à être plus critiques vis-à-vis des informations fournies, mais aussi à s'indigner lorsqu'ils n'y ont pas accès. Accroître la transparence sert à démystifier une situation ou un événement et à réduire les appréhensions. En même temps, la diffusion d'informations pertinentes et à jour permet d'engager de façon véritable les différents acteurs, qui sont de plus en plus intéressés et concernés.

L'internationalisation de l'économie

L'internationalisation de l'économie est un autre facteur qui fait en sorte que les citoyens s'intéressent plus que jamais à l'international. Elle se manifeste dans le quotidien, par exemple, par la présence accrue d'entreprises étrangères, l'internationalisation des produits à l'épicerie et dans les magasins ou la mobilité accrue des travailleurs.

Cet intérêt accru amène les citoyens à voyager davantage, à apprendre des langues étrangères, à étudier ou travailler à l'étranger. Aussi veulent-ils comprendre les défis auxquels font face les pays en développement, se sentent-ils interpellés par des causes telles que l'élimination des mines antipersonnel, les conditions de travail des femmes dans les « maquiladoras » ou la précocité du travail chez les enfants.

Au niveau des communautés et des citoyens, beaucoup se demandent si l'internationalisation de l'économie et la libéralisation accrue du commerce mènent vraiment à une plus grande prospérité pour l'ensemble des citoyens ou plutôt pour un nombre restreint de privilégiés, au péril et aux dépens des communautés les plus vulnérables. Ces communautés se sentent menacées et elles ont peine à croire que la richesse accrue des uns atteindra éventuellement la majorité.

Plusieurs de ces communautés sont sceptiques face aux intentions réelles de l'État sur le maintien des services publics de base tels que la santé, l'éducation et la sécurité sociale. Beaucoup sont affectées directement par le chômage, la précarité des conditions de travail, etc. Elles comprennent que ces conséquences sont symptomatiques d'une période de transition mais se demandent combien de temps s'écoulera avant qu'elles n'en retirent des bénéfices. Elles se posent la question à savoir si elles sont bien préparées pour pouvoir intégrer une population active de plus en plus spécialisée et ont de la difficulté à s'adapter aux changements de plus en plus fréquents dans leur vie professionnelle. Elles sont préoccupées à savoir si l'équilibre écologique est en danger et si la mondialisation prend d'assaut la diversité culturelle et linguistique qui est à la base de leur identité.

Impact sur la gouvernance

La mondialisation a donné lieu à une multiplication des acteurs sociaux et à l'évolution de leur rôle et de leur influence, ainsi que des rapports entre eux. Parmi les acteurs sociaux ayant acquis une plus grande influence, il y a notamment les entreprises multinationales ainsi qu'une grande diversité d'organismes non gouvernementaux (ONG), regroupés sous le vocable « société civile » pour représenter les acteurs non étatiques.

Cette multiplication a nécessairement un impact sur la gouvernance, et ce à tous les niveaux. D'une part, la magnitude et l'influence des grandes multinationales est telle que certains craignent l'effritement du pouvoir réel de l'État au profit de celles-ci. D'autre part, la capacité des ONG de mobiliser les citoyens et de diffuser un message, notamment par le biais de l'Internet et de leur accès accru aux médias traditionnels, leur a apporté une influence sans précédent, notamment auprès de l'État et des entreprises multinationales.

Pour leur part, les citoyens ont l'impression qu'ils ont de moins en moins de contrôle sur les décisions prises sur la scène internationale, questions qui les affectent plus directement que jamais. Pourquoi ?

Certains ont l'impression que la mondialisation a engendré un « déficit démocratique », en repoussant le pouvoir vers le haut. Ils sont d'avis que de plus en plus de décisions échappent au contrôle des parlementaires ou même au pouvoir exécutif des gouvernements nationaux puisqu'elles sont prises au niveau des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du Commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Dans un même temps, les citoyens sont informés des différents sommets organisés en grande pompe à travers le monde (G8, APEC, Sommet des Amériques, etc.) pour influencer la mondialisation et se questionnent sur leur efficacité véritable. Ils ont l'impression que ces rencontres débouchent sur des décisions qui ne sont pas pertinentes pour la majorité ou sur des promesses que les dirigeants n'ont aucune intention de respecter ou pour lesquelles ils n'ont pas prévu les ressources nécessaires afin d'en permettre la mise en œuvre.

Les défis de la mondialisation ne seront surmontés que si l'équilibre approprié est atteint entre le rôle et l'influence de l'État, du marché et de la société civile. L'influence accrue des ONG ou des entreprises multinationales, par exemple, oblige nécessairement une plus grande responsabilité dans leurs actions ou déclarations. Au niveau de l'État, une plus grande transparence dans le développement et la mise en œuvre des politiques ainsi qu'un engagement accru des citoyens de tous les secteurs, et non plus seulement des élites, sont devenus des impératifs. Notre expérience avec le Sommet des Amériques de Québec illustre comment nous avons pris en considération cette réalité et quelles leçons nous en avons retirées.

Sommet de Québec

Dans la préparation du Troisième Sommet des Amériques, nous avons adopté une approche à la fois cohérente et concertée. Ainsi, nous avons modifié le processus de préparation du Sommet en faisant davantage de place aux nouveaux acteurs sociaux et en faisant la promotion d'une plus grande transparence, notamment dans les négociations commerciales et dans le déroulement même du Sommet. Également, en prenant en considération les vues et préoccupations des divers groupes de citoyens, nous avons développé un programme de coopération hémisphérique cohérent et équilibré et prévu le financement et les mécanismes nécessaires à sa mise en œuvre.

Une approche cohérente

Le grand pilier de la coopération hémisphérique est le ferme engagement envers la démocratie. Cette conviction commune que les valeurs et les principes démocratiques sont fondamentaux au développement continu de l'hémisphère sous tous ses aspects se voulait la raison d'être du premier Sommet des Amériques organisé à Miami, en 1994.

Cette profonde conviction était aussi évidente au Sommet de Québec, où le résultat le plus remarquable fut l'adoption d'une « clause démocratique » dans la Déclaration des chefs. Cette clause établit que le respect et le maintien des institutions démocratiques sont une condition essentielle à la participation au processus du Sommet, y compris à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le Plan d'action du Sommet prévoit une série de dispositions favorisant le renforcement des institutions démocratiques de l'hémisphère. Il souligne notamment l'importance d'engager davantage les citoyens dans la vie publique.

L'objectif central de la coopération qui se dessine dans l'hémisphère vise à retirer le maximum des bénéfices de la mondialisation à travers la création de règles, une sorte de gestion renforcée de la mondialisation au niveau régional. Il s'agit d'introduire un état de droit au niveau commercial en vue d'accroître la prospérité et de retirer des bénéfices non seulement économiques, mais également sociaux, culturels et politiques. Le gouvernement canadien croit fortement que la création d'une Zone de libre-échange constitue un

moyen privilégié pour favoriser la croissance économique et le développement social des pays de l'hémisphère. La réaffirmation par les chefs d'État et de gouvernement réunis à Québec de leur engagement à conclure une ZLÉA d'ici 2005 est donc un deuxième résultat important du Troisième Sommet des Amériques.

Le Plan d'action du Sommet inclut aussi des dispositions visant à favoriser une éducation de qualité pour tous, le respect des droits des travailleurs et de l'environnement, le renforcement et le développement de politiques sociales efficaces ainsi que la promotion de la diversité culturelle. Reconnaissant l'importance accrue des technologies de l'information et des communications dans la vie quotidienne, les 34 pays ont aussi établi un « agenda de la connectivité » qui vise à réduire le fossé numérique tant entre pays de l'hémisphère qu'à l'intérieur de nos sociétés, afin de donner aux citoyens l'option de s'informer, de faire entendre leurs opinions et de s'engager davantage dans la vie publique. Cet agenda est complémentaire aux grands objectifs du Sommet.

Le défi de la coopération hémisphérique est de faire en sorte que les bénéfices de la mondialisation soient répartis à travers tous les échelons de la société et mènent à une meilleure qualité de vie pour tous. C'est ce qu'on appelle « humaniser » la mondialisation. Dans l'hémisphère, nous devons aussi prendre en considération les différents niveaux de développement des pays et planifier notre coopération en fonction des différentes réalités. Ce défi n'est certes pas facile à atteindre. C'est pour cette raison que nous avons développé un programme de coopération hémisphérique cohérent et équilibré qui prend en considération les dimensions politiques et sociales de notre intégration régionale. Cette approche tient compte des préoccupations et attentes exprimées par les différents groupes de citoyens et les parlementaires au cours de la préparation du Sommet.

Le Plan d'action auquel se sont engagés les chefs d'État et de gouvernement à Québec répond à une autre préoccupation exprimée par les citoyens, soit celle de mettre en place les outils et le financement nécessaires à la mise en œuvre des décisions. Au Sommet, les dirigeants ont entériné un financement important pour appuyer leurs objectifs : plus de 56 milliards de dollars américains seront distribués au cours des prochaines années par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale afin de renforcer les institutions démocratiques, les infrastructures économiques, l'éducation, les soins de santé et la connectivité.

Une approche concertée

Tel que mentionné précédemment, le gouvernement a favorisé une nouvelle approche dans la préparation du Sommet de Québec en accordant une plus grande importance à l'information et à l'engagement des parlementaires et des groupes de citoyens.

En tant qu'hôte du Sommet, le Canada avait l'occasion de faire valoir ses valeurs démocratiques et d'ancrer une tradition d'ouverture et de transparence dans le processus du Sommet, notamment en favorisant la participation concrète de groupes de citoyens dans la préparation du Sommet et pendant son déroulement. Le rôle de leader du Canada à cet égard était déjà reconnu dans l'hémisphère puisque nous avons initié ou parrainé plusieurs résolutions en ce sens à l'Organisation des États américains (OÉA) et avons appuyé plusieurs forums parallèles, conférences et processus de consultations menés par différents groupes du Canada et de l'hémisphère au cours des dernières années. Plusieurs ministres et hauts fonctionnaires canadiens avaient démontré de l'intérêt pour ces événements et pour les recommandations en résultant et avaient encouragé leurs collègues de l'hémisphère à partager cet intérêt.

En préparation au Sommet, dans l'hémisphère

En février 2000, le Représentant permanent du Canada auprès de l'OÉA a pris l'initiative, en tant que président de la Commission spéciale sur la gestion des Sommets inter-américains, d'ouvrir les séances de la Commission à la société civile et de les diffuser sur Internet en temps réel. Au cours de l'année qui a précédé le Sommet de Québec, cette Commission est devenue le mécanisme principal de consultation de la société civile de l'hémisphère.

Au fil des réunions, les appréhensions et le scepticisme, autant de la part des représentants permanents des gouvernements membres de l'OÉA que des représentants de la société civile, se dissipaient et les séances donnaient lieu à un dialogue constructif. Les recommandations reçues étaient transmises par le Canada, en tant que président de la Commission, aux coordonnateurs nationaux (« sherpas ») des 34 pays membres au moment des réunions de préparation du Sommet (Groupe de suivi du Sommet, ou GSS) qui suivaient les réunions de la Commission.

Quant aux questions portant spécifiquement sur la ZLEA, le leadership du Canada a mené à des progrès majeurs au niveau de la transparence des négociations. En avril 2001 à Buenos Aires, grâce aux efforts persistants du ministre canadien du Commerce international, les ministres du Commerce de l'hémisphère ont convenu de la publication de l'avant-projet de l'accord de la ZLEA. De plus, les ministres ont reconnu l'importance du Comité des représentants gouvernementaux pour la participation de la société civile comme mécanisme pour réaliser leur engagement de la transparence et ont pris en considération les points de vue reçus de la part d'individus et d'organisations de l'hémisphère. Les ministres ont aussi demandé au Comité de travailler sur une liste d'options concrètes pour encourager un processus de communication plus dynamique et durable avec la société civile afin qu'elle obtienne une perception claire du développement du processus de négociation de la ZLEA.

En préparation au Sommet, au Canada

L'engagement des Canadiens sur les questions inter-américaines a débuté avant le deuxième Sommet des Amériques tenu à Santiago en 1998 et a pris diverses formes à mesure que nous avançons dans le développement de notre agenda hémisphérique.

En 1997, le Ministère a demandé à la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) de mener des consultations à travers le Canada. Ceci a servi à accroître le niveau d'intérêt pour l'hémisphère. Nous avons ensuite mis en place des séances d'échange d'information régulières pour maintenir cet intérêt, familiariser la communauté canadienne d'experts avec les processus de l'OEA et du Sommet et recueillir leurs vues.

C'est dans cette même optique que nous avons invité des représentants de l'Institut international sur le développement durable, de Droits et Démocratie et du Centre canadien pour la coopération internationale à se joindre à la délégation canadienne au GSS de 1998, ce qui a permis à ces organisations de démystifier le fonctionnement des institutions multilatérales de la région et au gouvernement de se familiariser avec leurs préoccupations.

Par la suite, de façon plus ciblée de juillet 1999 à avril 2000, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE) a réuni des ONG, experts, académiciens, syndicalistes, gens d'affaires, parlementaires et représentants des médias de partout au pays afin de contribuer à la réflexion sur le développement de la politique étrangère du Canada dans l'hémisphère. Neuf tables rondes ont été organisées par le CCDPE dans différentes villes du pays.

Au cours de la période de préparation et de négociation du Plan d'action du Sommet, nous avons haussé la fréquence des séances d'échange d'information. Elles se voulaient l'occasion pour les représentants gouvernementaux et les organisations de la société civile d'échanger des idées et opinions. Ces séances se déroulaient à Ottawa, deux à trois semaines avant chaque réunion du GSS. Une connexion par téléphone-conférence était assurée pour les participants provenant de l'extérieur de la région. Les comptes rendus des séances étaient rendus disponibles sur le site internet du Sommet (www.ameriquescanada.org).

À la veille du Sommet, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a organisé une séance au niveau des ministres Manley et Pettigrew, à laquelle ont assisté une soixantaine d'organisations canadiennes. Cette séance était présidée par le député Bill Graham, qui était très impliqué et intéressé par le processus du Sommet. Les discussions devenaient de plus en plus constructives d'une séance à l'autre puisque, d'une part, les organisations étaient mieux informées des thèmes et du processus du Sommet et, d'autre part, les représentants gouvernementaux se trouvaient plus à l'aise avec la société civile.

En complément à ces séances, les différents ministres canadiens, le représentant personnel du Premier ministre pour le Sommet, plusieurs ambassadeurs canadiens dans les Amériques et l'équipe du Sommet ont entrepris une vaste campagne de diplomatie publique à travers le Canada.

L'objectif visé était double : recueillir les points de vue de divers secteurs et sensibiliser la population canadienne aux enjeux du Sommet et à la pertinence de notre agenda hémisphérique pour leurs intérêts.

Cette campagne d'information s'est poursuivie de façon active à travers les médias traditionnels ainsi que par le biais d'un site Internet multimédia portant spécifiquement sur le Sommet. Ce site s'est avéré un outil important, notamment pour atteindre les jeunes et les groupes de la société civile, puisqu'il s'agit de leur moyen de communication privilégié. Le fait qu'il soit dans les quatre langues officielles du Sommet a toutefois ralenti sa mise à jour régulière.

À Québec même, où les citoyens s'intéressaient de façon plus directe à tous les aspects du Sommet mais étaient à la fois particulièrement préoccupés par les possibles débordements au niveau de la sécurité, nous avons créé un site internet local, publié une brochure d'information, mis en place une ligne téléphonique spécifique, puis financé et organisé une série d'événements culturels et de conférences publiques et académiques sur des thèmes portant sur les Amériques. Nous avons aussi obtenu l'accord de tous les chefs d'État et de gouvernement participant au Sommet afin de diffuser en direct à la télévision nationale et internationale une partie du Sommet, ce qui a non seulement renforcé notre engagement envers une plus grande transparence mais aussi permis à plusieurs citoyens et groupes de divers secteurs de démystifier ce qu'est un Sommet et ce dont on discute « à l'intérieur ».

Les parlementaires ont eux aussi grandement contribué à engager les citoyens dans le processus du Sommet. Au cours de la période ayant précédé le Sommet, le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international (CPAECI) a tenu une série d'audiences publiques sur le processus du Sommet, notamment sur la ZLEA et sur le processus d'engagement des citoyens et des parlementaires dans la préparation et le suivi du Sommet. Il a publié deux Rapports contenant plusieurs recommandations auxquelles le gouvernement a répondu positivement. Les caucus de tous les partis politiques ont été tenus informés de l'évolution du processus par le biais de séances d'information avec le représentant personnel du Premier ministre pour le Sommet.

Les parlementaires des Amériques ont décidé d'approfondir leur coopération en établissant le Forum inter-parlementaire des Amériques, une association de parlementaires au niveau national, parrainée par l'Organisation des États américains. Le Parlement canadien a joué un rôle prépondérant dans le lancement du Forum en étant l'hôte de sa rencontre inaugurale les 7-9 mars 2001. Cette rencontre a réuni plus de cent parlementaires provenant de 26 pays membres de l'OEÀ pour discuter de thèmes hémisphériques importants. Le député Bill Graham, président du CPAECI, fut élu président du Forum pour l'année 2001-2002.

Au cours de la période pré-Sommet, le niveau de familiarisation et d'intérêt pour les Amériques de la part des parlementaires, des citoyens et des groupes de la société civile canadienne a augmenté considérablement et la

diversité des groupes intéressés s'est accrue. Par conséquent, nos discussions avec plusieurs groupes se sont avérées de plus en plus constructives, contribuant à rendre le Plan d'action du Sommet plus pertinent et équilibré. Ceci démontre que nous avons intérêt à continuer à bâtir cette relation, à multiplier les opportunités de consultation et à accroître la transparence dans notre politique étrangère.

En préparation au Sommet : événements parallèles

Dans le contexte de la préparation du Sommet de Québec, le gouvernement canadien a aussi participé au financement de consultations menées par la société civile du Canada et des Amériques. L'objectif visé était de favoriser l'approfondissement des liens entre divers groupes du Canada avec leurs partenaires de l'hémisphère et de développer des recommandations concrètes pour enrichir le processus d'intégration hémisphérique.

Parmi les événements principaux, on dénombre : le deuxième Sommet des Peuples ; un processus de consultation auprès de 900 ONG de l'hémisphère organisé par la Corporacion Participa (Chili), la Fondation Esquel (États-Unis) et la FOCAL (Canada) ; le Forum jeunesse des Amériques, organisé par la Commission canadienne des étudiants ; le Sommet des peuples autochtones des Amériques ; la Rencontre des grands écrivains, organisée par le Salon international du livre de Québec ; la Conférence de Montréal portant sur le libre-échange dans les Amériques ; le Symposium sur le commerce et le développement durable, organisé en collaboration avec l'ancien premier ministre du Québec, Pierre-Marc Johnson ; le Colloque de l'Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval sur l'intégration hémisphérique.

Les recommandations soumises par les différents groupes de la société civile furent remises aux chefs d'État et de gouvernement par le premier ministre Chrétien au début du Sommet et des représentants de tous ces groupes ont été invités à un programme mis en place pour la société civile au Sommet même. À la cérémonie de clôture, le Président argentin, hôte du prochain Sommet, a conclu son allocution avec une citation de ce livre pour souligner l'importance qu'il accorde à la contribution de la société civile.

Le deuxième Sommet des Peuples

Le deuxième Sommet des Peuples, organisé à Québec à la veille du Sommet des Amériques, était la manifestation la plus visible de l'intérêt et de l'engagement accru des citoyens dans les affaires hémisphériques. Il a été organisé par Common Frontiers et le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), qui regroupent tous les principaux syndicats canadiens, les groupes de femmes, quelques associations étudiantes ainsi que d'autres ONG canadiennes militant en faveur d'un modèle alternatif à la ZLEA. Ces réseaux font partie de l'Alliance sociale continentale, formée au moment du premier Sommet des Peuples en marge du Sommet de Santiago, en avril 1998.

L'Alliance sociale continentale est le réseau avec le plus grand pouvoir de mobilisation. Comme moyens de pression, elle favorise l'organisation d'événements parallèles d'envergure et de démonstrations massives, mais pacifiques. Le deuxième Sommet des Peuples regroupait environ 1500 personnes, dont un tiers provenait de l'extérieur du Canada. Il était financé par le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Québec ainsi que par des contributions de diverses organisations, notamment les syndicats canadiens et américains. Cet événement a joui d'une couverture médiatique considérable puisque les principaux médias se sont installés sur le site même du Sommet des Peuples tout au long de la semaine, couvrant des activités et réalisant des entrevues en direct.

Le représentant personnel du Premier ministre pour le Sommet a rencontré les organisateurs du Sommet des Peuples à une dizaine de reprises au cours de la période précédant le Sommet, afin de les mettre au courant du développement de l'agenda hémisphérique et aussi pour discuter de la contribution financière du gouvernement du Canada et de plusieurs détails logistiques. Les ministres des Affaires étrangères, du Commerce international et le secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique se sont aussi entretenus avec le Sommet des Peuples au cours de la préparation du Sommet.

Au moment même de l'événement, les ministres désirant participer étaient les bienvenus, mais à titre d'observateurs puisqu'il s'agissait d'un événement organisé avant tout « par et pour la société civile ». La ministre de la Coopération internationale, la ministre du Travail et le secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique ont donc pris part à certains forums thématiques ainsi qu'à la séance plénière finale. Leur participation leur a permis de revoir plusieurs représentants d'ONG canadiennes, de rencontrer et d'échanger avec des représentants étrangers et de mieux comprendre la dynamique de coopération entre les ONG du nord et du sud ainsi que les différences dans leurs priorités et approches.

Nous avons eu de longues discussions avec les organisateurs du Sommet des Peuples sur la remise de la Déclaration du Sommet des Peuples au « Sommet officiel ». Des ministres canadiens étaient disposés à recevoir officiellement la Déclaration au moment de la plénière finale de l'événement, qui avait lieu à la veille de l'ouverture du Sommet des Amériques. Toutefois, cette idée ne faisait pas l'unanimité au sein du Comité politique du Sommet des Peuples, certains membres insistant pour que la Déclaration ne soit remise qu'aux chefs d'État et de gouvernement, ou pas du tout.

Cette situation posait une question cruciale pour le gouvernement : devait-on reconnaître le Sommet des Peuples comme une entité représentative de l'ensemble de la société civile ? Le Sommet des Peuples reconnaissait lui-même que ce n'était pas le cas. Une telle décision aurait été à l'encontre de nos objectifs d'accroître la transparence et l'engagement de tous les secteurs de la société et de favoriser l'inclusion.

En consultation avec différents groupes et réseaux de citoyens, nous avons plutôt opté pour la mise en place d'un programme de la société civile au

Sommet des Amériques dans lequel tous les grands réseaux ayant participé au développement du Plan d'action étaient représentés. Les organisateurs du Sommet des Peuples ont jugé bon de décliner notre invitation à prendre part à ce programme même si certains de leurs représentants étaient présents, mais à titre de représentants de leur organisation spécifique. Les représentants syndicaux, notamment, étaient tous absents, ce qui a affecté la diversité des participants.

Nous avons tout de même inclus la Déclaration du Sommet des Peuples dans le livre de Contribution de la société civile qui a été remis aux chefs d'État et de gouvernement à l'ouverture du Sommet. Cette expérience se veut une leçon importante, tant pour le gouvernement que pour le Sommet des Peuples.

Le Sommet des peuples autochtones

Les peuples autochtones étaient particulièrement intéressés par le Sommet de Québec. Il y ont contribué en organisant un Sommet des peuples autochtones à Ottawa, quelques semaines avant le Sommet des Amériques. Il s'agissait d'un événement unique et novateur, rassemblant près de 300 dirigeants autochtones du Canada, des États-Unis et de plusieurs autres pays des Amériques.

Le Sommet autochtone a été organisé par l'Assemblée des Premières nations, le Ralliement national des Métis, l'Inuit Tapirisat du Canada, l'Association des femmes autochtones du Canada, le Conseil national des femmes Métis et Pauktuutit. Le gouvernement du Canada y a apporté un soutien financier et logistique. Le représentant personnel du Premier ministre pour le Sommet a reçu les recommandations des autochtones lors de la cérémonie de clôture de l'événement et les a transmises au Premier ministre ainsi qu'aux chefs d'État et de gouvernement de l'hémisphère par le biais du livre de contribution de la société civile. Plusieurs représentants autochtones ont pris part au programme de la société civile mis en place au Sommet des Amériques, ce qui leur a donné l'occasion de faire valoir leurs vues aux représentants gouvernementaux de l'hémisphère.

Au Sommet : programme de la société civile

Un grand nombre de groupes et réseaux de la société civile ont été impliqués au cours du développement du Plan d'action du Sommet. Pour l'événement même, nous avons jugé pertinent d'inviter les représentants de ces groupes et réseaux à participer à un programme de rencontres. Les objectifs visés étaient de hausser le profil de la société civile auprès des décideurs, familiariser la société civile au processus du Sommet des Amériques, recueillir leurs vues et recommandations et favoriser le développement de liens entre les différents groupes invités. Un objectif complémentaire à ce programme était de faire connaître la perspective, l'engagement et l'apport de la société civile constructive en favorisant leur contact avec les médias présents.

Au cours de l'année, nous avons aussi fait un effort conscient afin d'engager davantage la communauté d'affaires dans le processus d'intégration hémisphérique au-delà des questions purement commerciales. Dans cet esprit, nous avons invité les représentants du Forum des gens d'affaires des Amériques d'Argentine et du Canada ainsi que les grandes associations de gens d'affaires du Canada, des États-Unis, du Mexique et du Brésil. La diversité des participants au programme de la société civile du Sommet a permis de favoriser les liens entre des groupes n'ayant pas l'habitude de travailler ensemble (par ex. : gens d'affaires, autochtones, groupes religieux, environnementalistes, jeunes). Les participants firent ressortir cet aspect positif du programme en indiquant que ceci avait contribué à ce que chaque partie comprenne mieux le point de vue de l'autre.

Le programme de la société civile au Sommet comprenait trois rencontres ainsi que des activités protocolaires où les différents représentants avaient l'occasion de rencontrer des délégués, ministres, chefs d'organisations internationales et régionales et où les chefs d'État et de gouvernement étaient présents. Les participants ont aussi profité de leur présence pour organiser des activités parallèles entre eux ainsi que pour participer ou organiser plusieurs activités médiatiques, entrevues télévisées et points de presse.

Une première réunion, le vendredi après-midi, était co-présidée par Bill Graham et le Représentant permanent du Canada auprès de l'OEA. Elle était consacrée à la présentation des recommandations principales ayant résulté des diverses conférences et processus de consultation organisés dans le cadre du Sommet. Cette réunion s'est avérée fort constructive puisqu'elle a permis aux participants de constater l'ampleur des consultations menées à travers l'hémisphère et la panoplie des recommandations formulées. Il était notamment intéressant, voire inusité pour plusieurs, d'écouter les opinions des gens d'affaires sur des questions autres que celles purement commerciales.

Le samedi après-midi, les ministres canadiens des Affaires étrangères et du Commerce international ont invité leurs collègues ministres de l'hémisphère et les chefs des organisations internationales et régionales impliquées dans le Sommet à se joindre à eux, à la ministre canadienne de la Coopération internationale et au secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique, afin de participer à une table ronde de discussion avec les 60 représentants de la société civile. La réunion avait lieu dans la salle même où s'était déroulé le Sommet le matin et était couverte par le diffuseur hôte, ce qui a permis au Réseau de l'Information (RDI) et à *Newsworld* de retransmettre la séance en direct.

Afin d'assurer une discussion constructive et profitable pour tous, nous avons développé l'ordre du jour en étroite collaboration avec les participants et pris les arrangements nécessaires pour qu'ils puissent se réunir le samedi matin afin de préparer la table ronde. Les participants se sont donc entendus sur sept thèmes prioritaires et ont formé des groupes de travail pour préparer des interventions sur chacun de ces thèmes.

Eduardo Gamarra, du Centre du Sommet des Amériques de l'Université de la Floride, a donc résumé aux ministres de l'hémisphère les points à prendre en considération sur la démocratie et la participation citoyenne dans la gouvernance ; Matthew Coon-Come, Chef de l'Assemblée des Premières nations, a souligné les défis auxquels sont confrontés les peuples autochtones ; Antonio Estrany y Gendre, du Conseil inter-américain du commerce et de la production (organisateur du Forum des gens d'affaires de Buenos Aires), s'est exprimé sur les questions de commerce et d'investissement ; Pierre-Marc Johnson a exposé les liens entre le commerce et le développement durable ; Sally Brown, de l'Association des universités et collèges du Canada, a exposé certains impératifs de la dimension sociale de la coopération hémisphérique ; José Miguel Vivanco, de Human Rights Watch, a souligné des questions importantes touchant aux droits de la personne dans l'hémisphère ; enfin, Nobina Robinson, de FOCAL, et Robin Rosenberg, du Leadership Council for Inter-American Summitry ont élaboré sur l'importance de la participation de la société civile dans le processus du Sommet des Amériques.

Cette préparation a non seulement permis aux différents participants de bâtir des liens entre eux et de mieux comprendre les diverses opinions de chacun, elle a également assuré une discussion constructive à la table ronde avec les ministres et chefs d'organisations internationales. Dans son éditorial au lendemain du Sommet, le *Globe and Mail* concluait que : « It was a strategic error on the part of those civil society groups who boycotted the session because it wasn't with the Heads of State. »

Enfin, le programme de la société civile comprenait une réunion d'évaluation, le dimanche après-midi. À cette rencontre, les représentants ont exprimé leur satisfaction au sujet de la Déclaration et du Plan d'action du Sommet, tout en soulignant l'importance de s'assurer que les dirigeants saisissent bien la portée de ces textes, en respectent les engagements et en assurent le suivi.

Quant au programme de la société civile, les participants ont souligné que l'initiative du Canada a marqué un précédent au Sommet et dans les grandes réunions internationales. Ils ont ajouté qu'il est aussi important pour eux que pour les gouvernements de faire connaître cette expérience et l'apport de la société civile constructive, notamment par le biais d'articles d'opinion dans les grands journaux et se sont engagés à faire de même ; ils ont insisté sur l'importance d'engager le plus rapidement possible dans cette voie l'hôte du prochain Sommet afin de s'assurer qu'il bâtisse sur cette expérience ; enfin, ils ont retenu comme résultat important non seulement l'accès aux ministres et chefs des organisations internationales et régionales, mais les liens qu'ils ont développés entre eux et qu'ils souhaitent approfondir.

Ils nous ont aussi fait part de plusieurs points à améliorer dont : développer une stratégie en vue d'accroître la participation de groupes de la société civile d'une variété accrue de pays de l'hémisphère ; reconnaître davantage la différence qualitative des groupes autochtones du reste de la société civile et ne pas restreindre l'ouverture aux médias.

Conclusion

La crédibilité du Sommet des Amériques repose maintenant sur le suivi qui sera assuré aux engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement. Nous avons bâti une relation avec une partie importante de la société civile du Canada et de l'hémisphère. Il sera crucial de continuer à les alimenter et à les impliquer dans le processus de coopération hémisphérique.

Pour nous, il ne s'agit pas d'un simple exercice de relations publiques, mais bien d'une nouvelle approche, à la fois cohérente et concertée, basée sur notre ferme engagement envers une plus grande transparence dans notre façon de développer notre politique étrangère. Nous sommes en transition et devons nous ajuster.

Ni les gouvernements, ni la société civile n'ont trouvé la formule parfaite. Beaucoup d'acteurs acquièrent une influence qu'ils n'avaient pas auparavant. De cette influence découle une grande responsabilité. Ils doivent se poser des questions sur leur relation avec les parlementaires, à savoir jusqu'à quel point les groupes de la société civile reflètent bien les vues et intérêts des citoyens ; à savoir également si leurs moyens de sensibilisation servent vraiment à faire ressortir leur message et à influencer les décisions pour le bien des citoyens, etc. Au sein du gouvernement, et particulièrement au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, nous devons repenser notre façon de faire, réordonner nos priorités et nos ressources pour prendre en considération cette nouvelle réalité.

Nous travaillons tous dans le même sens, c'est-à-dire dans le but de renforcer les bases démocratiques que nous partageons et valorisons, et d'approfondir notre coopération en vue de retirer le maximum de bénéfices politiques, économiques et sociaux de la mondialisation. L'adoption d'une « clause démocratique » par les chefs d'État et de gouvernement au Sommet de Québec illustre cette profonde conviction des pays de l'hémisphère.

Le Canada a décidé il y a maintenant plus d'une décennie que son avenir était étroitement lié au développement des Amériques sous tous ses aspects. Toutefois, afin d'être réellement durable et profitable pour tous les secteurs de la société, cet engagement envers la région doit aussi être partagé avec les Canadiens.

Le Sommet de Québec nous a permis d'engager une panoplie de groupes de divers secteurs de la société dans l'agenda hémisphérique et, par le fait même, de favoriser l'approfondissement des liens entre eux. Cet enthousiasme accru pour la région est notamment visible auprès des Canadiens. Il s'agit d'une étape importante dans la construction d'un hémisphère solidaire. Nous devons continuer à miser sur la transparence dans notre façon de gouverner.